

*Investissement Canada—Loi*

officiels de Statistique Canada de l'an dernier, c'est évident, les années 1973, 1975, 1977, 1979, 1980, 1982 et 1983, j'ai les chiffres en main, le tableau est public... Il est faux de dire que les compagnies étrangères font autant de recherche et de développement que les compagnies canadiennes en font. On n'en fait pas beaucoup au Canada. C'est là le problème. On voudrait en faire plus.

Le Conseil des Sciences l'a dit, il va falloir s'y mettre, il va falloir essayer de rencontrer l'objectif, au moins rejoindre le minimum possible en recherche et en développement afin d'inciter les compagnies, afin de créer les emplois. Mais dire que des compagnies étrangères au Canada font plus de recherche et de développement, c'est absolument faux et je dirais à la députée d'enlever ses œillères et d'examiner objectivement les faits canadiens.

Elle a affirmé également que les compagnies étrangères n'exportent pas les profits et les devises canadiennes à l'étranger. Monsieur le Président, je vous soumettrai que nous n'aurions encore là qu'à regarder dans l'entité canadienne, dans le commerce qui est fait ici par les compagnies multinationales et ce n'est pas pour les beaux yeux, ni pour le bon sens canadiens qu'ils sont ici, ils sont ici pour faire des profits, et je ne les blâme pas, mais on voudrait, nous, ici de l'opposition, encourager les compagnies canadiennes, américaines ou étrangères à venir ici créer des «jobs» au bénéfice des Canadiens et si possible reprendre en main notre économie canadienne.

**Le président suppléant (M. Charest):** Reprenons le débat. L'honorable député de Ottawa-Vanier (M. Gauthier) a la parole.

**M. Jean-Robert Gauthier (Ottawa-Vanier):** Monsieur le Président, je vous remercie de m'accorder la parole. C'est avec une certaine amertume que je prends la parole parce que je pensais vraiment que le gouvernement aurait été beaucoup plus patient, indulgent et compréhensif dans ce débat sur le projet de loi C-15 et permettrait ainsi aux députés tant de l'opposition que du gouvernement de faire valoir leur point de vue sur cet important projet de loi, le projet de loi C-15, qui vise à créer une corporation ou une agence qui s'appellerait Investissement Canada.

[Traduction]

Le projet de loi C-15 est effectivement une mesure législative importante. C'est peut-être même la seule loi importante qui nous ait été présentée depuis sept ou huit mois. L'opposition officielle l'a examinée en deuxième lecture, à l'étape du comité et nous avons pu en discuter brièvement à l'étape du rapport. Nous avons fait valoir nos arguments et nos suggestions de façon directe et sensée. Le gouvernement conservateur se montre impatient et parfois même arrogant et il fait la sourde oreille. Nous le voyons profiter de sa majorité écrasante pour étouffer le débat et arrêter le processus démocratique en n'autorisant qu'une journée de débat supplémentaire, en troisième lecture. C'est aujourd'hui. Nous n'avons qu'une journée pour examiner en troisième lecture une mesure législative très importante, le projet de loi C-15. Je le déplore, monsieur le Président.

[Français]

En effet, ce qu'a dit ou ce qu'a fait le ministre de l'Expansion industrielle régionale (M. Stevens) prouve qu'il n'y a pas de place ici pour un débat constructif, qu'il n'y a pas de place

selon ce ministre pour la critique constructive, qu'il n'y a pas de place pour la présentation de solutions de rechange valables. C'est regrettable. Monsieur le Président, je regrette vraiment ce que le ministre a fait, ce que le ministre a imposé à la Chambre et ce que l'Opposition a cherché à améliorer. Le ministre a décidé de ne pas continuer. La majorité l'emporte évidemment en démocratie, mais on peut le déplorer, et pour ma part, je pense que le ministre aurait eu avantage à écouter un peu plus et à être présent lors des débats. Même sa secrétaire parlementaire, monsieur le Président, aurait peut-être eu un avantage, elle aussi, à être présente pour entendre tout ce qu'on avait à dire du côté de l'opposition.

Monsieur le Président, je disais tantôt que je prenais la parole avec une certaine amertume et je participe aujourd'hui à ce débat en troisième lecture parce que je crois qu'il est important que ceux qui ont participé aux diverses étapes de l'étude de ce projet de loi... je pense qu'on doit essayer de faire comprendre aux Canadiens qu'évidemment le parti libéral dont je fais partie et l'opposition officielle qui a cherché à améliorer ce projet de loi ne sont pas contre l'investissement étranger. Au contraire! Nous sommes et continuerons d'être en faveur des investissements étrangers et nous continuerons aussi à travailler très fort pour intéresser les financiers du monde à s'intéresser au Canada et à y investir. Ce que nous ne voulons pas et ce que nous cherchons à éviter, c'est la mainmise étrangère sur notre économie.

• (1530)

Je pense qu'il n'y a pas un Canadien qui ne comprend pas que si on veut prendre sa place dans le monde... si on veut prendre sa place dans ce monde industriel postindustrialisé en bien des endroits, si on veut prendre sa place dans cette planète qui est la nôtre, il va falloir et il faut absolument que, de prime abord, nous ayons le contrôle de notre économie.

Dans ce projet de loi, monsieur le Président, nous voyons avec beaucoup de clarté que C-15 n'améliorera pas cet objectif que nous visons. Ce gouvernement qui, selon toute apparence, vogue sans direction, qui abdique toute forme de leadership, dans un domaine aussi important que l'investissement, parce que c'est cela qui crée des «jobs», nous impose le bâillon, nous dit non, on ne veut pas donner voie au tamisage des investissements étrangers de façon correcte et absolue, nous voulons plutôt faire confiance, dire au monde financier: Venez, le Canada est à vendre. Monsieur le Président, on dit non, ce n'est pas cela qu'il faut faire! Il va falloir, et nous espérons que la lumière se fera dans ce gouvernement, il va falloir encourager les investissements étrangers d'une part mais, d'autre part, s'assurer que les bénéfices de ces investissements sont faits à l'avantage des Canadiens.

Dans un domaine aussi important que l'investissement provenant de l'étranger, le gouvernement tory nous dit: Laissons faire les étrangers! Ce n'est pas à nous de voir à ce que leurs investissements soient dans l'intérêt du Canada. Je déplore cette attitude, monsieur le Président. C'est ce genre d'attitude qui nous a fait perdre la technologie et les compétences qu'ils amplifiaient, par exemple... la fameuse AVRO... cette compagnie d'aviation sous un gouvernement conservateur dans les années 1950, on s'en souviendra, a été fermée, et nous avons perdu une technologie aéronautique importante, nous avons eu des chercheurs canadiens qui se sont expatriés à